

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires,
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 0068-02379

**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société ESSO S.A.F.
exploitant un dépôt pétrolier à Toulouse (Fondeyre)**



Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier son article :

- 43-1 qui dispose « *L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement :*
- *feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; [...]*
Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :
- *les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 512-29 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;*
- *les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document. »*

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1994, modifié par les arrêtés préfectoraux du 18 août 2004, du 21 décembre 2009, du 24 mars 2011 et du 26 avril 2017, 31 août 2018 et 03 octobre 2018, autorisant la société ESSO S.A.F. à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sur le territoire de la commune de Toulouse ;

Vu les courriers du 30 juin 2016, 21 décembre 2016 et 15 mars 2017 de la société ESSO S.A.F dans lesquels l'exploitant sollicite un recours aux moyens du SDIS pour la mise en œuvre de sa stratégie de défense incendie ;

Vu l'avis du SDIS en date du 13 mars 2018 ;

Vu le Plan d'Opération Interne du site en vigueur (version 11, révisée le 30 juin 2017) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 octobre 2019 relatif à la visite d'inspection du 10 septembre 2019 du dépôt pétrolier exploité par la société ESSO S.A.F., sis 28 avenue de Fondevre à Toulouse (31 200) ;

Considérant que l'exploitant a sollicité par courriers du 30 juin 2016, 21 décembre 2016 et 15 mars 2017 susvisés, un recours aux moyens du SDIS dans la mise en œuvre de sa stratégie de défense contre l'incendie et que ce dernier a répondu favorablement par courrier du 13 mars 2018 susvisé ;

Considérant que le recours aux moyens du SDIS a été approuvé par arrêté préfectoral du 3 octobre 2018 approuvé ;

Considérant que les éléments techniques en lien avec la défense incendie présentés dans les courriers en date du 30 juin 2016, 21 décembre 2016 et 15 mars 2017 ainsi que l'avis du SDIS en date du 13 mars 2018 susvisé justifiaient une mise à jour de la stratégie de défense incendie du site ;

Considérant que lors de sa visite en date du 10 septembre 2019, l'inspection des installations classées a constaté que la société ESSO S.A.F. n'a pas mis à jour dans son Plan d'Opération Interne du 30 juin 2017 susvisé sa stratégie de défense incendie et n'a pas pris en compte dans sa stratégie le feu de bac ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société ESSO S.A.F. de respecter les prescriptions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été porté à la connaissance de la société ESSO S.A.F. le 18 octobre 2019 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société ESSO S.A.F. a apporté par courrier électronique du 08 novembre 2019 ses observations au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui a été porté à sa connaissance ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} – La société ESSO S.A.F., Siren n°542 010 053, dont le siège social est situé Tour Manhattan, 5/6 place de l'Iris à Courbevoie (92 400), exploitant un dépôt pétrolier au 28 avenue de Fondevre à Toulouse (31 200), est mise en demeure pour son dépôt pétrolier précité, de respecter avant le 31 mars 2020 les prescriptions définies à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié susvisé.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ESSO S.A.F.

Fait à Toulouse, le **21 NOV. 2019**



Par le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON

